

Du contrat social au principe égalité

– UN ESSAI SUR LE ROJAVA EN CONSTRUCTION –



■ Pierre BANCE

LA FASCINANTE DÉMOCRATIE DU ROJAVA

Le Contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord

Paris, Éditions Noir et Rouge, 2020, 600 p.

C'est, à n'en pas douter la bataille de Kobané, en 2015, qui rendit populaire la lutte des Kurdes en Syrie. On se souvient que la lutte acharnée des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protection de la femme (YPJ) conduisit, après des combats acharnés, à la déroute des cinglés de l'Organisation de l'État islamique (OEI) – plus connu sous le nom de Daesh. L'enthousiasme fut tel, dans certains cercles de l'activisme militant du Premier Monde, que le Rojava devint une sorte de terre promise, de référence absolue. Ineffable fut alors l'attrait qu'exerça sur ces nouveaux adeptes de la cause kurde, souvent jeunes et se réclamant d'un anarchisme d'époque, les images guerrières de combattantes en treillis. Postérisée, leur représentation – souvent accolée à celles de souriantes militiennes en armes du bref été espagnol de l'anarchie de 1936 – était censé rejouer, sur un tempo féministe révolutionnaire et en terre inconnue, le énième retour du peuple en armes sur la scène de l'histoire. Le problème avec l'exotisme révolutionnaire, c'est qu'il ne voit que ce qu'il veut voir : des images qui confortent l'idée romantique qu'il se fait, à un moment historique donné, de l'écart absolu. Et jamais ce qui couve sous l'apparence, notamment la complexité et les contradictions d'un combat qui exige, pour en saisir la portée, d'en connaître les tenants, la tradition, les mutations et les raisons profondes. Hélas, la forte couverture spectaculaire que connut la bataille de Kobané passait largement sous silence l'objet réel de cette résistance acharnée aux fous d'Allah : la mise en branle d'un processus politique de longue haleine fondé sur une idée – le confédéralisme démocratique – qui prétendait rien moins qu'incarner, en cet Orient compliqué, une nouvelle voie au socialisme ayant pour piliers la démocratie directe, l'émancipation des femmes, l'écologie et l'inclusion de toutes les composantes ethniques et religieuses de la société.

Située entre Tigre et Euphrate, sur le territoire du nord et de l'est de la Syrie, la petite République du Rojava fait aujourd'hui doublement symbole. Pour avoir, d'une part, largement contribué à vaincre l'État islamique en y mettant le prix : 11.000 de ses combattants, femmes et hommes, y ont perdu la vie et 24 000 y ont été blessés, ce qui représente la moitié de l'effectif de son armée de 70 000 combattants. Pour s'entêter, de l'autre, même menacée au quotidien par les forces armées turques d'Erdogan, à défier, dans un monde qui marche sur la tête, toutes les logiques de mort et de conquêtes qui ravagent le Moyen-Orient depuis un temps infini. En clair, sous son autre nom – la Fédération de la Syrie du Nord –, la République du Rojava¹ est devenue cet étrange lieu où se joue, dans l'histoire et contre l'histoire, un défi qui relève pour beaucoup d'un pari audacieux ou impossible.

Grande comme le Benelux, la Fédération démocratique de la Syrie du Nord, qui représente un tiers de la surface totale de la Syrie, inclut le Rojava proprement dit², peuplé en majorité de Kurdes, et les territoires à dominante arabe libérés³ de l'emprise islamiste. La population du Rojava est d'environ 3,5 millions d'habitants, le reste des territoires libérés en concentrant 5 à 6 millions. Bordée au nord par la Turquie – qui l'a déjà envahie par trois fois en 2016, 2018 et 2019⁴ –, l'entité autonome doit également se défier, au nord encore et à l'ouest, des mercenaires turco-islamistes qui n'ont de cesse de harceler les populations kurde, assyrienne ou arabe vivant en bordure de la frontière. À l'ouest et au sud, le régime de Bachar El-Assad rêve de reconquérir tous les territoires de la Fédération. À l'est, la région autonome du Kurdistan d'Irak se montre peu portée à la solidarité, même interethnique, avec elle. C'est dire que rien ne lui est épargné et qu'il n'est pas vain de penser qu'elle pourrait être rapidement rayée de la carte d'autant qu'on sait que, faisant fi du cessez-le-feu de 2019, la Turquie et ses alliés islamistes, qui presque quotidiennement bombardent villes et villages dans le nord du Rojava, préparent activement une quatrième invasion du territoire. Dans le silence complice des forces dites de la Coalition et des Russes qui sont aussi peu enclins, d'un côté comme de l'autre, à faire en sorte que puisse prospérer cette expérience autonome de construction d'une République sociale.



Dans son précédent ouvrage datant de 2017 consacré au Kurdistan⁵, Pierre Bance retenait de l'expérience alors en cours au Kurdistan une méthode, fondée

¹ Ce changement d'appellation de « Rojava » (qui veut dire « l'Ouest » en kurde) en « Fédération de la Syrie du Nord » répond à une claire volonté d'inclusion des populations non kurdes dans le processus constituant en cours.

² Le Rojava proprement dit est composé de trois régions kurdes : Cirizé, Euphrate et Efrin.

³ Les quatre régions arabes libérées sont Raqqa, Tubqa, Manbij et Deir ez-Zor. Elles forment, avec les trois régions kurdes précédemment citées, l'actuel territoire sous contrôle de l'Administration autonome de la Syrie du Nord. Cette entité ne prétend pas faire État, mais fédération de régions autonomes intégrée à une Syrie démocratique, elle-même dotée d'une constitution républicaine, laïque et fédérale.

⁴ Occupation du triangle Azaz-Bad-Jarablous en 2016, du canton d'Afrin en 2018 et de la bande Girê Spî-Serêkaniyê en 2019.

⁵ *Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Éditions Noir et Rouge, 2017. On trouvera sa recension sur <http://acontretemps.org/spip.php?article626>

sur « la convergence et l'autonomie démocratique », susceptible de devenir le pivot d'un projet d'émancipation unitaire capable, à une échelle plus vaste, de dépasser les anciens clivages idéologiques rendus caducs par l'avancée du désastre occidental-capitaliste. Son essai attestait, preuves à l'appui, que se jouait, dans cet ailleurs en guerre contre le fascisme islamiste, un de ces contretemps dont l'histoire est parfois – rarement – capable pour défaire le pessimisme dominant qu'induit son désastreux cours.

C'est dans la claire continuité de cette entrée en matière que se situe le dernier opus de Pierre Bance, une impressionnante somme de 600 pages doté d'un appareil critique de belle envergure. L'auteur, qui se méfie du romantisme révolutionnaire et des illusions qu'il véhicule, s'y revendique de la même approche pragmatique qu'il avait appliquée à la réalité de 2017 et fonde sa minutieuse analyse de la situation actuelle dans la République du Kurdistan sur l'observation précise, méticuleuse et critique de la réalité observable. Il admet préférer juger sur pièces les avancées et les reculs d'un processus démocratique en construction, sans chercher à lui appliquer une quelconque grille de lecture fondée sur des préjugés idéologiques. C'est à partir du réel et de sa seule liberté de jugement qu'il s'interroge sur la profondeur d'un processus en cours qui, dans les conditions les plus hostiles qui soient, ose parier sur un avenir communaliste démocratique. Et il est vrai que cet incroyable rendez-vous avec l'histoire de l'émancipation semble capable de défaire les obstacles. Comme si rien, pas même l'hypothèse réaliste de sa défaite, ne pouvait suspendre un espoir qui avait déjà résisté à la dispersion de populations traumatisées et précarisées par la guerre, aux trahisons internationales répétées, à la fureur de Daesh, à l'État turc et à la Syrie alliée de l'Iran et de la Russie. Les Kurdes ont, c'est vrai, la mémoire longue et la ténacité millénaire. Ils savent que plus la cause est juste, plus elle mérite persévérance.

Éloigné de toute mythologie, on comprend que ce qui « fascine » Pierre Bance, dans ce processus démocratique au long cours, c'est que, déjà, cette inédite démocratie qui lève au cœur d'un Proche-Orient pourri de dictatures, nourri de chaos, gangréné de régimes mafieux et d'États-nations aux visées hégémoniques et livré à des coutumes patriarcales et à des pratiques religieuses d'un autre âge, s'est mise en tête de protéger les droits humains et les libertés fondamentales. Ce qui n'est pas rien, convenons-en. Comme d'unir des populations kurde, arabe, assyrienne, chaldéenne, turkmène, arménienne, tchéchène, tcherkesse de diverses confessions – musulmane, chrétienne et yézidie – au sein d'une même fédération, à égalité de droits et de devoirs. Comme d'encourager et de protéger une mosaïque culturelle où toutes les langues ont droit de cité, du jardin d'enfants à l'université. Comme d'instituer la parité dans toutes les instances publiques et civiles. Comme de faire en sorte que, là où régnait la loi mâle du plus fort, prévalent désormais le principe égalité et une justice du consensus.

Pas rien, en effet ! Mais pas assez non plus pour qui se réclame, comme Pierre Bance, d'une perspective anticapitaliste, libertaire et autogestionnaire. Car il a pris le confédéralisme démocratique suffisamment au sérieux pour ne pas oublier que le processus démocratique en cours doit aussi fonder les bases d'un socialisme original capable de mettre en place une société le moins étatisée possible où les principales missions de service public, mais aussi certaines fonctions régaliennes, devront être transférées de l'État vers les institutions locales auto-administrées : communes, conseils, assemblées.



Si ce nouvel essai de Pierre Bance est précieux, c'est qu'il s'appuie sur une lecture juridique de fond des énoncés du Contrat social⁶, qui fait aujourd'hui fonction, en prolongeant la charte du Rojava de 2014, de charte constituante de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord.

Ce Contrat social, Pierre Bance l'analyse par le menu, « dans sa triple dimension du droit, de la pratique institutionnelle, de la critique politique ». Il le fait en juriste de formation qu'il est, sans lyrisme, avec prudence, mais surtout en prenant soin d'y pointer, dans une démarche clairement solidaire, les avancées et les manques. Ce texte sert de charte à l'Administration autonome démocratique, entité qui, sans se vouloir gouvernement du peuple, aspire à fédérer les communes, les assemblées populaires et les conseils de canton et de région des zones placées sous son contrôle. Pariant sur un alliage inédit entre deux formes de démocratie – l'une représentative ; l'autre directe –, ce Contrat social, qui dénonce « le régime tyrannique de l'État-nation », garantit, entre autres, les droits relevant du principe d'égalité des sexes et des ethnies, du principe de la liberté d'aller et venir, de pratiquer sa religion, d'exprimer son opinion, de s'organiser, de se syndiquer, mais aussi les droits à la protection sociale, à la santé et au travail⁷. Par ailleurs, son article 18 interdit la peine de mort.

Sans préjuger des obstacles intérieurs et extérieurs, voire des entraves qui pourraient compliquer ce processus d'émancipation assumé comme « stratégie révolutionnaire d'attente » capable de concilier, voire de fédérer, des contraires pour avancer vers la voie communaliste de la démocratie directe, il faut rendre hommage à Pierre Bance de laisser ouvertes, tout au long de son essai, deux perspectives : celle, autoritaire, d'une conformation progressive du projet émancipateur à une logique étatiste qui serait sa négation même et celle, libertaire, d'un approfondissement de l'auto-organisation et de la démocratie directe. Il n'y a pas davantage d'angélisme dans son très méticuleux exposé de la situation que de surmoi anarchiste critique. Et c'est heureux. Nous sommes ici en territoire d'incertitude, mais aussi de désir, non de croire, mais d'espérer que pourrait s'inventer, en cette vieille terre mésopotamienne, berceau de civilisation, une autre voie pour l'humanité. Avec ce désir au cœur et cet espoir en tête, Pierre Bance cherche à comprendre comment ça marche, comment ce processus s'articule, quelle est la réalité administrative et politique de ce Rojava, sur quoi elle repose, en quoi le Contrat social qui la fonde et la régit fait écho – ou pas – au projet de confédéralisme démocratique qui l'inspire, comment le proto-État que le Contrat social met en place – et dont il serait, à vrai dire, difficile de se passer au vu des difficultés politiques, économiques, militaires, diplomatiques que doit affronter le Rojava – pourrait n'être que l'expression d'une phase transitoire vers son dépérissement.

⁶ Adoptés le 29 décembre 2016 lors d'une Assemblée constituante où étaient représentés vingt-deux partis et organisations politiques, le préambule et les quatre-vingt-trois articles de ce Contrat social sont donnés, en annexe de ce livre, dans une traduction de l'arabe vers le français réalisée par la Représentation du Rojava en France.

⁷ Sur la question du droit à la propriété privée, en revanche, le Contrat atteste (article 43) qu'il est « garanti, sauf s'il contredit l'intérêt général » et qu'il doit être « régulé par la loi ». Cela dit, on notera qu'il est aussi précisé, dans son article 11, que la Fédération démocratique de la Syrie du Nord, « fondée sur l'appropriation collective de la terre, de l'eau et de l'énergie [...], adopte les principes de l'économie sociale et de l'industrie écologique », ce qui peut traduire une aspiration anticapitaliste.

Le point de vue qu'il adopte est clair, c'est celui d'un socialiste libertaire cultivé qui connaît l'histoire et ses lois. Il sait, par exemple, qu'aucune structure étatique reconstituée ne se dissout d'elle-même, qu'il faut l'aider à désencombrer le paysage pour que s'épanouisse la République des égaux. Il sait encore que c'est là une intuition devenue postulat de l'anarchisme historique. Il sait enfin que la chose est d'autant moins simple que l'État, qui a sa propre logique, s'autonomise en tant que tel et que, de toutes ses forces, il résiste au dépérissement. Mais voilà, Pierre Bance n'est pas un anarchiste de la dernière averse, ce qui lui permet de savoir aussi qu'aucun postulat ne se suffit à lui-même, qu'il faut en permanence le confronter à l'analyse objective, serrée, désidéologisée tant que faire se peut, de l'indépassable réalité d'une situation donnée et des circonstances qu'elle ne manque jamais de créer. Confronté aux circonstances de la guerre civile, l'anarcho-syndicalisme espagnol des années 1930, massif, impétueux et conquérant, dut cesser de cultiver l'esprit de fugue, abandonner partie de ses postulats les plus ancrés et repenser *in vivo* quelques-unes de ses contradictions. Jusqu'à occuper quatre ministères au gouvernement central de la République. La comparaison vaut ce qu'elle vaut, mais elle a le mérite de poser un principe : on peut se situer hors limites du possible, mais il est impossible, sauf à la désert, d'ignorer une réalité concrète, une circonstance en somme. C'est un peu ce que, de livre en livre sur le Rojava, fait Pierre Bance : il cherche à comprendre les circonstances qui font que les luttes d'émancipation, répondant à leur seule dynamique, sont toujours obligées de composer avec le réel. Sans perdre d'esprit le rêve émancipateur.

Ce qui ressort de cette forte lecture, c'est une belle espérance et un vrai questionnement.

Freddy GOMEZ

– À contretemps / Recensions et études critiques / janvier 2021 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article825>]

